

## INTRODUCTION

Dans l'avant-propos du rapport de son ministère pour 1960, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Howard Green, disait ceci : « La plupart des événements marquants des dernières années doivent évidemment être examinés dans le cadre des rapports Est-Ouest; toute analyse du climat international tient forcément compte du degré d'harmonie entre l'univers communiste et le monde non communiste ». <sup>1</sup> Dans cette optique, disait Green, l'année 1960 a suscité de grands espoirs qui, cependant, se sont effondrés de façon dramatique. Le sommet auquel avaient convenu de participer le président américain Dwight Eisenhower et le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev, en décembre 1959, devait se tenir en mai à Paris. Même si le Canada n'y était pas représenté, les politiciens et les diplomates canadiens s'intéressaient de très près aux préparatifs menés par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Plus tôt dans l'année, les perspectives de réussite du nouveau Comité des dix puissances sur le désarmement semblaient également très favorables. Le Canada faisait partie de cet organe créé en septembre 1959. En mars 1960, le Comité se réunit à Genève pour une première session qui, contre toute attente, s'avéra ardue et frustrante, puis il suspendit ensuite ses travaux pendant la tenue du sommet. Les Canadiens assistèrent avec désarroi à l'échec de ce sommet, provoquée par la révélation que des avions-espions américains avaient survolé le territoire de l'Union soviétique (URSS). L'ambassadeur du Canada à Moscou, David Johnson, était présent lorsque dans un discours, Khrouchtchev annonça la capture du pilote américain Francis Gary Powers. « Nous nous attendions à tout un spectacle, rapporta Johnson non sans ironie, et malheureusement, nous n'avons pas été déçus. Ce fut un moment sublime pour Khrouchtchev, mais pas pour l'Ouest » (document 180).

Le Comité des dix puissances sur le désarmement reprit ses travaux en juin, mais les abandonna après le départ hâtif des représentants de l'Union soviétique, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Roumanie. Pendant tout l'été, les diplomates canadiens, dirigés par un Howard Green déterminé, réclamèrent la convocation rapide de la Commission du désarmement des Nations Unies, mais en vain. En même temps, la situation au Congo, au Laos et à Cuba contribua aussi à anéantir les espoirs d'une plus grande harmonie internationale qui s'étaient manifestés en début d'année. Chacun de ces conflits de la guerre froide eut d'importantes répercussions sur le gouvernement du Canada.

La crise du Congo commença en juillet, avec la révolte contre le régime belge dans la province du Katanga. Les désaccords au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) entre les puissances occidentales et l'Union soviétique firent comprendre rapidement que les luttes de la guerre froide allaient largement infléchir le cours des événements à venir. Le Canada soutint sans réserve les tentatives menées par le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, pour « faire en sorte que la situation congolaise et même tous les problèmes politiques de

---

<sup>1</sup> *Rapport du ministère des Affaires extérieures, 1960* (Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1961), p. vii.